

Initiatives dirigées par des citoyens et par la société civile sur la sécurité centrée sur les personnes

Réfléchir aux leçons apprises
pour orienter notre action future

Auteur : João Costa,
Directeur, VOI Consulting

Editeur : Eoin O'Leary,
Chargé de plaidoyer, Search for Common Ground

Novembre 2023



Remerciements

Ce rapport a été réalisé avec l'appui du Ministère des affaires étrangères des Pays-Bas, et de la Coopération Belge du Développement



Ministry of Foreign Affairs of the
Netherlands



Belgium

partner in development

Nous voulons également adresser un remerciement tout particulier à nos partenaires au sein de l'Alliance Just Future, ainsi qu'à toutes les organisations ayant contribué de leurs expertise et données, et dont le travail est reflété dans ce rapport.



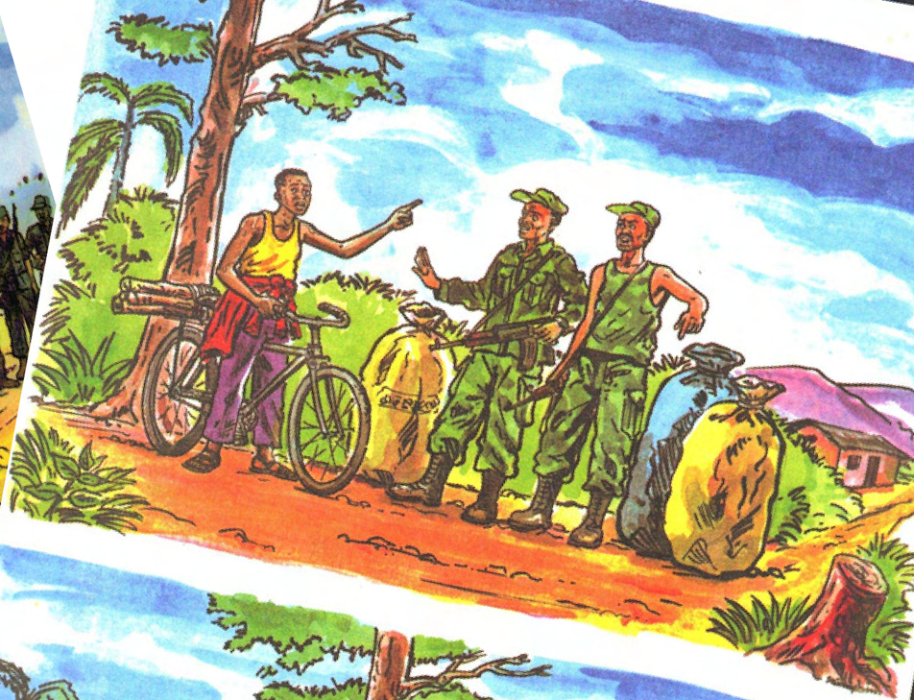


Table des matières

| | |
|--|----|
| I. Introduction | 3 |
| II. Défis et opportunités de la sécurité centrée sur les personnes | 5 |
| 1. Historique et contexte | 5 |
| 2. L'importance de l'appropriation locale | 7 |
| 3. Inclure les plus vulnérables | 9 |
| 4. Hybridité des acteurs étatiques et non étatiques | 11 |
| 5. Communication et relations de confiance | 13 |
| 6. Financement, vision à long terme et programmation adaptative | 15 |
| 7. Coordination | 17 |
| III. Bilan et perspectives d'avenir | 20 |
| IV. Annexes : Études de cas | 23 |
| 1. Engagement des femmes dans les forces armées de l'État au Mali | 23 |
| 2. Les jeunes et la police de proximité au Burundi | 24 |
| 3. Pertinence des OSC pour une SCP durable et inclusive en RDC | 26 |
| 4. Améliorer l'accès à la justice en RDC | 27 |

Introduction

Les efforts visant à répondre aux besoins de la population en matière de sécurité et de justice dans les zones touchées par des conflits sont difficiles à mettre en œuvre.

Cette réalité est rendue plus complexe par le nombre croissant et la nature des acteurs impliqués dans les conflits violents, et est aggravée par les catastrophes climatiques, la pauvreté et les inégalités. Dans ce contexte, il est devenu évident que les solutions uniquement militaires à la violence sont insuffisantes, car l'assistance à la sécurité strictement centrée sur l'État n'a pas permis de réaliser des progrès en matière de développement et de sécurité : « Les populations locales – les « usagers » de la sécurité – doivent pouvoir s'exprimer » et « une démocratisation de la paix et de la sécurité qui exploite les capacités de la société civile en matière de prévention des conflits et de consolidation de la paix en atténuant les facteurs de conflit et d'instabilité » est fondamentale.¹

La sécurité centrée sur les personnes (SCP) est la sécurité et la sûreté de tous les individus, quels que soient leur genre, situation socio-économique et appartenance culturelle.

Elle comprend des dimensions de sécurité personnelle, communautaire et politique. Tout au long de ce rapport, les références au secteur de la sécurité incluront les forces de défense et de sécurité de l'État (FDS), les organes de contrôle et de gestion de l'État, mais aussi « les groupes armés non étatiques qui jouent un rôle dans la protection des civils, les organes de contrôle indépendants, les institutions de la justice et de l'État de droit. »² La perception et l'expérience de la sécurité et de la justice varient en fonction des différents degrés de présence et de pouvoir de l'État, des civils, des institutions coutumières et des groupes armés.

Ce rapport vise à combler les lacunes en matière de connaissances sur les aspects importants de la SCP et sur la manière de relever les défis qu'elle pose.

En d'autres termes, quels sont les principaux défis et réussites et que pouvons-nous apprendre des programmes précédents? En explorant les thèmes centraux aux programmes du secteur de la sécurité, en esquissant des idées sur ce qui pourrait être fait pour les aborder, et en identifiant les projets spécifiques qui ont fait face (et abordé) les défis de manière appropriée. Le rapport vise à informer le travail de sensibilisation pour des politiques et un soutien au secteur de la sécurité plus réactifs, plus efficaces et plus centrés sur les personnes.

Aspects méthodologiques : La rédaction de ce rapport est le résultat d'une recherche documentaire approfondie portée sur des publications académiques, des notes politiques d'organisations internationales, d'organisations non gouvernementales (ONG) et d'organisations de la société civile (OSC), ainsi que sur des rapports de projets et des évaluations de programmes de SCP mis en œuvre sur le terrain. En outre, des entretiens ont été menés avec des praticiens afin d'exploiter leur expertise et de discuter des défis auxquels ils ont été confrontés dans le cadre de leur travail, ainsi que les résultats obtenus. Deux ateliers de validation ont permis d'obtenir des informations qualitatives supplémentaires de la part des parties prenantes qui travaillent dans ce domaine, y compris les partenaires du programme « Just Future » (Un avenir juste), dans le cadre duquel ce rapport a été rédigé.

La section analytique centrale se concentre sur six thèmes interconnectés :

Après une brève présentation du passage d'une sécurité centrée sur l'État à une sécurité centrée sur les personnes, le rapport mettra en évidence les principaux thèmes identifiés lors de l'étude. Le rapport aborde l'importance de l'appropriation locale et de l'inclusion des femmes et des jeunes tout au long du processus ; les avantages de l'engagement des acteurs étatiques et non étatiques et comment garantir des résultats positifs de leur collaboration ; l'importance de placer le tissage de relations au premier plan de la programmation de la SCP et de diffuser les exemples de réussites ; le besoin de flexibilité en termes d'allocation de ressources, d'activités de projet et de calendriers ; et les avantages liés à la coordination entre les différentes parties prenantes pour assurer la cohérence de la SCP.

Bilan et la voie à suivre : Après la section analytique, le rapport se termine par un bref aperçu des principales conclusions, offrant des recommandations supplémentaires sur la manière de faire avancer la SCP. Il suggère la nécessité d'une systématisation plus complète des programmes de sécurité par le biais d'une cartographie des stratégies existantes axées sur les personnes. Le présent rapport est considéré comme un point de départ qui ouvre la voie aux efforts futurs.



L'analyse s'appuie sur des exemples pratiques issus de divers contextes :

Elle se concentre notamment sur les six pays du programme « Just Future » : Afghanistan, Burundi, République démocratique du Congo, Mali, Niger et Soudan du Sud. Cependant, le rapport s'appuie également sur des exemples provenant de différents pays et régions afin d'élargir son champ d'application. À la fin du rapport, en annexe, quatre études de cas sont examinées individuellement afin d'offrir plus de détails sur les programmes SCP, leurs défis et leurs réussites.



Défis et opportunités de la sécurité centrée sur les personnes

Historique et contexte

La route vers une sécurité centrée sur les personnes. La fin de la guerre froide a marqué un tournant dans les affaires internationales. Les bénéfices escomptés de la paix ont été immédiatement remis en question par une période d'insécurité intense au début des années 1990. La gravité et les conséquences de la violence, notamment les génocides et le nombre croissant de personnes forcées à se déplacer, a rendu insoutenable les récits qui séparaient la sécurité et le développement. Il fallait passer d'une approche centrée sur l'État à une approche centrée sur la personne pour mieux faire face aux menaces qui pèsent sur le bien-être humain. Le concept de sécurité humaine a constitué un point de départ – il a élargi les notions de sécurité au-delà de la « liberté de vivre à l'abri de la peur » pour inclure la « liberté de vivre à l'abri du besoin. »³ Bien que rarement mis en pratique, le concept de sécurité humaine a réussi à placer les personnes au cœur du discours sur la sécurité. Néanmoins, l'accent mis sur les personnes plutôt que sur le rôle de l'État a aliéné de nombreux acteurs concernés. La SCP est à bien des égards une réponse à ces défis et à ces critiques. En tant qu'approche moins ambitieuse, elle a maintenu la centralité des personnes tout en renforçant la complémentarité entre les approches descendantes basées sur l'État et les solutions ascendantes axées sur les personnes.⁴

Aller au-delà des mesures de sécurité « dure ». À la suite de ce changement de paradigme, il est désormais largement admis que les initiatives dans le secteur de la sécurité ne se limitent pas à l'usage de la force et ne

devraient pas se concentrer exclusivement sur la formation et l'équipement des FDS. Les solutions doivent être significatives au niveau local : les communautés affectées occupent une place centrale en matière de paix et de sécurité, et les objectifs de renforcement de la résilience et de l'appropriation locale sont de plus en plus répandus. L'approche SCP devrait donner aux membres de la sphère locale le pouvoir « d'exprimer leurs craintes, leurs besoins, leurs insécurités et leurs vulnérabilités ainsi que demander des comptes à tous les prestataires de sécurité et de justice, qu'il s'agisse d'acteurs formels, informels ou semi-formels. »⁵

Pourtant, nous ne savons toujours pas comment mettre en œuvre correctement la SCP. Bien que le langage sur la localisation et la SCP ait été incorporé dans les documents de politique et de programmation, son application sur le terrain se heurte à un manque de compréhension commune quant à sa mise en œuvre. Au niveau des Nations Unies, il a été avancé que si l'Agenda 2030 a affirmé la « centralité de l'approche SCP » et que ses programmes de sécurité sont « caractéristiquement ancrés dans le langage sur la centration sur les personnes, » les praticiens « manquent d'outils, de temps ou d'expérience pour l'appliquer à la mise en œuvre des projets. »⁶ Dans l'ensemble, il est nécessaire de clarifier davantage la manière dont le soutien de la SCP peut effectivement refléter les besoins de la population. Ce rapport vise à mettre en évidence ce qui compte dans les efforts de SCP et ce que nous avons appris des expériences précédentes.

Passer d'une approche centrée sur l'État à une approche centrée sur les personnes au Sud-Soudan⁷

A.1. **Le processus d'évolution vers une approche de la sécurité centrée sur les personnes se heurte souvent à des revers.** L'exemple du **Sud-Soudan** témoigne de la non-linéarité de ces efforts. Son cadre stratégique de sécurité reste « très centré sur l'État » car le pays « s'efforce toujours de concilier les héritages de l'ancien régime avec la nécessité de mettre davantage l'accent sur les personnes, leur autonomisation et leur protection. » Heureusement, malgré les défis, il existe « des cadres politiques qui indiquent qu'une approche centrée sur la population pourrait être mise en place à long terme. » L'accord de paix global de 2005 en est un exemple. Ce document a été considéré comme le fondement d'une approche de la sécurité centrée sur les personnes en « **définissant le rôle des institutions nationales de sécurité et de justice comme protecteur de leurs citoyens**, en inscrivant la nécessité pour le Service de Sécurité Nationale d'être représentatif de sa population et en veillant à ce que cette inclusion s'étende à la **satisfaction des besoins en matière de sûreté et de sécurité de toutes les personnes** qui relèvent de sa compétence. »⁸

Le cas des défis de la RSS en RDC

A.2. Les leçons tirées du terrain ont mis en évidence des **lacunes** dans les efforts de la SCP. Les initiatives de **réforme du secteur de la sécurité** (RSS) en sont un exemple majeur. La RSS est « le processus politique et technique d'amélioration de la sécurité de l'État et des personnes par l'application des principes de bonne gouvernance au secteur de la sécurité. »⁹ En **République Démocratique du Congo** (RDC), une étude de 2018 a conclu que les quinze précédentes années d'efforts en faveur de la RSS avaient « **largement échoué à établir un secteur de la sécurité efficace ou responsable** ... Les schémas de corruption, de favoritisme et d'impunité, ancrés à la fois dans le secteur de la sécurité et dans les structures politiques et de gouvernance plus larges, continuent de compromettre les efforts de réforme. »¹⁰



L'importance de l'appropriation locale

L'appropriation locale est essentielle pour la SCP. Une initiative centrée sur les personnes doit être « façonnée et dirigée par un ensemble représentatif d'acteurs locaux à l'intérieur et à l'extérieur de l'État. »¹¹ Malgré les efforts reconnus visant à renforcer le pouvoir des communautés locales, il n'existe toujours pas de moyens efficaces pour leur permettre d'influencer et d'informer la programmation tout au long de son cycle. Le « local » est souvent utilisé comme un outil rhétorique et la communauté internationale a été critiquée pour continuer à privilégier l'expertise technique formelle au détriment des connaissances locales.¹² La création de points d'entrée pour la participation est donc fondamentale : l'inclusivité est une étape nécessaire pour garantir la sensibilité au conflit de toute intervention en matière de sécurité.

- Le Groupe indépendant de haut niveau des Nations Unies chargé d'étudier les opérations de paix a souligné l'importance de disposer de ressources adéquates pour mener régulièrement « **des enquêtes indépendantes sur les perceptions locales ... [et] élaborer des stratégies d'engagement communautaire** à différents stades du cycle [du programme] » (voir les exemples B.1 et B.2 et les annexes 3 et 4). Les interventions de SCP doivent aller au-delà de la promotion de la participation et de l'engagement local et englober le leadership et l'action au niveau local, c'est-à-dire les **communautés doivent participer activement à la conception, à la mise en œuvre et à l'évaluation** des efforts de protection.

La sécurité et la justice ne sont pas des fonctions exclusives de l'État : les acteurs civils sont déjà impliqués dans la sécurité et les communautés locales ont des connaissances distinctes et contextualisées. Personne n'est mieux placé que les communautés elles-mêmes pour

analyser leurs défis et leurs besoins en matière de sécurité. Cela représente un avantage comparatif pour les acteurs civils, qui ont un accès unique à leurs réalités et devraient donc « [introduire] dans les discussions sur la politique de sécurité des informations et des analyses clés qui manquent au secteur de la sécurité [formel] mais dont il a besoin pour prendre des décisions en connaissance de cause. »¹⁴ Les communautés locales font intrinsèquement partie du système de sécurité et leurs membres fournissent souvent des services tels que de la surveillance communautaire ou la garantie que des zones spécifiques sont éclairées pendant la nuit. Cependant, leur accès et leur capacité à dialoguer avec les autorités varient. Les institutions de l'État peuvent être absentes, indifférentes ou même peu enclines à développer l'appropriation ou les capacités locales – comme mentionné lors d'un des ateliers visant à valider les conclusions de ce rapport, sensibiliser les autorités sur l'importance de travailler avec les communautés peut être une condition préalable à la SCP.

- L'ONG **Nonviolent Peaceforce** (NP) a soutenu que la **protection civile non armée** – qui consiste à assurer directement la protection des civils par d'autres civils non armés et formés – offre « une voie pour s'engager plus sérieusement avec les communautés locales en tant que leaders de leur propre protection et action ». L'idée est d'exploiter « les capacités et les compétences en matière de protection [qui] sont déjà en place et mises en œuvre par les communautés elles-mêmes – avec ou sans les acteurs humanitaires internationaux. »¹⁵ En effet, le rôle des membres de la communauté est essentiel pour l'efficacité des **mécanismes d'alerte et de réponse précoces**, en raison de l'accès immédiat qu'ils ont aux développements contextuels et aux menaces en cours (voir l'exemple B.2).

Donner la parole aux civils en Afghanistan

B.1. En **Afghanistan**, un projet mené par la **Women and Children Legal Research Foundation** a créé des **espaces civiques pour une discussion commune entre la police et la population** sur les besoins de la communauté et les défis en matière de sécurité. Cherchant à accroître la réactivité de la police, sa responsabilité et ses mécanismes orientés vers les individus, l'équipe a organisé des **formations** sur la violence basée sur le genre, des **campagnes de sensibilisation** du public et des **activités de protection sociale** au niveau local. Dans l'ensemble, le projet a permis aux membres de la communauté de s'exprimer et de participer activement aux questions liées à la sécurité. Il a également permis aux communautés de « participer de manière significative à l'évaluation et [à l'élaboration] d'un plan d'action commun pour résoudre les questions et les problèmes de sécurité. »¹⁶

L'autoprotection communautaire au Sud-Soudan

B.2. **NP** a obtenu des résultats positifs dans des contextes sensibles, tels que le **Sud-Soudan**, où elle **forme et travaille avec plus de 80 équipes de protection communautaires** – y compris des équipes spécifiques pour les femmes et les jeunes, des groupes communautaires qui remplissent des fonctions de protection, ainsi que des membres et des dirigeants communautaires qui participent au dialogue ou aux interventions de protection. Environ **2.500 membres de la communauté mettent en œuvre leurs propres activités de protection**, qui comprennent « des patrouilles et des accompagnements, la prévention et le soutien aux survivants de violences, y compris les violences sexuelles, la médiation des conflits interpersonnels et intercommunautaires, et la planification de **l'alerte précoce** pour faire face à d'éventuelles flambées de violence. »¹⁷



Inclure les plus vulnérables

La SCP en tant qu'approche sensible à l'égalité de genre et à la jeunesse. Malgré la pertinence du niveau local, il est difficile d'identifier et d'engager des acteurs en dehors des cercles d'élite. Les communautés locales et leurs représentants peuvent être difficiles à atteindre et se trouver ainsi confrontés à des obstacles plus forts lorsqu'il s'agit d'exprimer leurs besoins en matière de sécurité et de justice. Cela est particulièrement vrai pour les groupes les plus exclus et marginalisés, notamment les femmes et les jeunes. Le genre et l'âge ont un impact important sur l'accès aux services de sécurité et de justice et sur la manière dont les individus vivent l'insécurité et l'injustice. S'il est bien établi que l'inclusion des femmes et des jeunes est primordiale pour le succès des initiatives de paix et de sécurité, « l'accès aux plateformes dont ils ont besoin pour exprimer leurs points de vue particuliers leur est souvent limité au niveau local et leur est pratiquement interdit dans les forums de prise de décision. »¹⁸

En outre, les initiatives ont été critiquées pour avoir une philosophie uniformisée, fondée sur des stéréotypes liés à l'âge et au genre : les jeunes hommes sont présentés comme des auteurs de violences et les femmes comme des victimes.¹⁹

- **La sensibilité aux conflits, au genre et à l'âge devrait être intégrée dans l'ensemble de la programmation** des SCP. Cela nécessite/implique des processus itératifs et approfondis d'analyse des conflits, avec des capacités de compréhension et de réponse aux besoins et aux attentes spécifiques en matière de sécurité et de genre. Dans le cadre de la RSS, des **enquêtes auprès de la population, combinées à des systèmes de suivi et d'apprentissage** tenant compte des conflits, des jeunes et du genre, permettraient de garantir que les projets s'attaquent aux causes profondes de la violence et de l'insécurité associées aux groupes marginalisés (voir l'exemple C.2).
- Le secteur de la sécurité devrait être sensible au genre et à l'âge et veiller à ce que les jeunes et les femmes **participent à la supervision des initiatives liées à la sécurité.**²⁰

L'âge et le genre déterminent la participation aux activités du secteur de la sécurité et les expériences qui s'en suivent.

Même lorsque les efforts de sécurité sont menés par les communautés, il existe toujours un risque qu'elles « acceptent et perpétuent les stéréotypes liés au genre [et à l'âge], ce qui a souvent pour conséquence que les personnes les plus vulnérables à la violence ne bénéficient pas d'une protection efficace. »²¹

- Pour contrer ces tendances, il est important de **développer les capacités des jeunes et des femmes** en matière de consolidation de la paix et de transformation non violente des conflits, que ce soit à titre individuel ou en tant que membres d'organisations de la société civile (voir les annexes 1 et 2). La **formation et le soutien** peuvent accroître les **capacités de protection** de ces groupes par le biais de leurs propres actions, et ainsi corriger les déséquilibres de pouvoir et réduire la précarité de leur situation sécuritaire (voir exemple C.3). (voir exemple C.3). Un membre d'une ONG interrogé dans le cadre de ce rapport a fait remarquer que soutenir les jeunes et les femmes est également un moyen de leur donner confiance. La remise d'un **certificat lors d'une cérémonie publique** à la fin des sessions de formation contribue à légitimer leur présence dans les forums de prise de décision.



Participation des femmes et des jeunes aux initiatives de SCP au Mali

C.1. Une étude du **DCAF** a souligné le **rôle des femmes et des jeunes dans l'établissement de la paix et de la sécurité et dans la réduction de la pauvreté**. Les femmes membres des communautés des régions du Nord ont cherché à renforcer la paix en « privilégiant le **dialogue pour consolider la confiance et la justice et pour gérer les différends**. » Les discussions qui ont été encouragées comprenaient des représentants de différents groupes, à savoir les femmes, les jeunes, les chefs communautaires et les chefs religieux. Les jeunes ont également soutenu le processus en « élaborant la **feuille de route 'gouvernance, paix et réconciliation'** par des **initiatives de dialogue et de sensibilisation** avec les organisations de la société civile. »²

C.2. Dans le **centre du Mali**, **Search for Common Ground** a soutenu des « ambassadeurs de la paix » locaux pour mener des activités de médiation et de prévention de la violence intercommunautaire. Lorsque les **femmes et les jeunes étaient formellement ou de facto exclus** des espaces de médiation et de prévention de la violence existante, le projet a reconnu que leur participation sur un pied d'égalité avec les hommes plus âgés était cruciale pour avoir un impact significatif. Dans ce sens, Search **s'est engagé avec les dirigeants locaux à convenir des critères d'inclusion** pour les ambassadeurs, la **formation des ambassadeurs a intégré l'importance de l'inclusion**, et les ambassadeurs ont été soutenus pour mener des **actions de sensibilisation** qui ont favorisé l'acceptation du rôle des femmes et des jeunes au sein de la communauté. Le rapport final note que les jeunes et les femmes ont renforcé significativement leur capacité à s'engager avec les communautés et les partenaires locaux ; le projet a également contribué à lutter contre la discrimination basée sur le genre.²³

Améliorer la sécurité des filles et faciliter leur accès à l'éducation en Irak

C.3. En **Irak**, après la libération du district d'Al-Ba'aj suite à l'occupation de Daesh en 2014, la violence était généralisée et les cas de harcèlement sexuel étaient prévalents.. Pour accroître la sécurité des filles et faciliter leur accès à l'éducation, **NP** a instauré une présence protectrice et des **patrouilles régulières** autour des écoles. Son **personnel comprenait des femmes** et des efforts ont été déployés pour sensibiliser les groupes locaux aux effets néfastes de la violence de genre, en proposant aux enseignants une **formation** sur la protection des enfants. Dans l'ensemble, la situation s'est améliorée et les taux de harcèlement sexuel ont diminué, tandis que le taux de scolarisation a augmenté.²⁴

Hybridité des acteurs étatiques et non étatiques

La sécurité et la justice sont assurées par différents acteurs. La garantie de la justice et de la sécurité n'est pas exclusivement entre les mains de l'État et de ses organes officiels (par exemple, la police nationale, l'armée ou le système judiciaire). En particulier dans les zones rurales où l'État est moins présent, les acteurs non étatiques jouent un rôle fondamental, qu'il s'agisse des chefs traditionnels et des organes coutumiers, des institutions religieuses, des groupes armés non étatiques ou des sociétés de sécurité privées. Souvent, une combinaison hybride d'options de sécurité et de justice est disponible dans un contexte donné, et les détenteurs de droits « choisissant le système qui offre le meilleur – ou le moins mauvais – résultat. »²⁵ La nature de ces arrangements hybrides « détermine inévitablement si les gens se sentent en sécurité et s'ils vivent dans un environnement où leurs droits humains fondamentaux sont respectés et protégés de manière fiable. »²⁶ Les acteurs non étatiques peuvent être considérés comme plus accessibles et plus légitimes par les communautés locales, en raison de leurs liens avec leurs traditions et leurs valeurs locales. Le système formel peut également être absent dans les zones reculées, où des mécanismes informels peuvent offrir des services plus pratiques, efficaces et rapides aux communautés.²⁷

Toutefois, travailler avec des acteurs non étatiques comporte des risques pratiques et politiques. Pour les détenteurs de droits, les mécanismes informels peuvent conduire à une plus ou moins grande exclusion de certains groupes, tels que les femmes ou les minorités ethniques, et les groupes armés non étatiques sont souvent associés à des violations des droits humains, à la discrimination ou à la corruption. Les décideurs politiques et les praticiens font face à des difficultés pour « impliquer efficacement les acteurs et les

structures non étatiques et hybrides dans la programmation de la sécurité »²⁸ et « parfois, les ONG sont allergiques à la communication avec les acteurs armés » en raison de la réputation négative qui leur est associée.²⁹ Malheureusement, le système formel présente aussi souvent des risques significatifs.³⁰

- Il est important d'établir des **cadres de responsabilité** et de développer des activités qui inculquent **une culture de priorité à la sûreté et à la sécurité des citoyens** parmi tous les prestataires de services de sécurité et de justice. Telles sont les conclusions de **l'United States Institute of Peace** lors de son analyse des activités des groupes d'autodéfense informels au Nigeria. Ces groupes, sur lesquels l'armée s'appuyait pour la collecte de renseignements et l'exploitation des points de contrôle, étaient souvent accusés d'abus violents, en particulier dans les zones frontalières sujettes à des activités de contrebande lucratives.³¹
- **Il est nécessaire de trouver un équilibre entre les besoins immédiats et les objectifs à long terme.** Les acteurs non étatiques peuvent jouer un rôle plus efficace, voire plus impliqué, dans l'établissement de la sécurité au niveau local. Cependant, cela ne sous-entend pas que les autorités officielles doivent être totalement contournées. Face à la complexité des scénarios hybrides, **SaferWorld** a suggéré que les efforts de SCP devraient explorer « la création de coalitions entre les fournisseurs de services étatiques et non étatiques afin de bénéficier de la légitimité de ces derniers au sein des communautés. »³² En outre, le partage et la coordination des informations peuvent profiter des capacités locales et nationales pour promouvoir un environnement plus sûr et propice au développement (voir l'exemple D.1).

Collaboration entre les acteurs étatiques et non étatiques

D.1. Dans les **zones minières** de Luhihi et Nyabibwe en **RDC**, la gouvernance du secteur de la sécurité est basée sur des « mandats juridictionnels qui se chevauchent et sont parfois contradictoires. » **Les services de sécurité de l'État coexistent avec les coopératives créées par les mineurs en tant que structures d'autoprotection.** Les acteurs étatiques « en viennent à dépendre de dispositifs de sécurité hybrides [parce qu'il y a] tout simplement trop peu de policiers pour couvrir leur zone géographique de responsabilité. » Selon un rapport du DCAF, une relation de collaboration a été favorisée « par la **participation conjointe à des réunions et à des comités de surveillance** [qui] a contribué de manière significative à la **réduction des tensions** entre les coopératives et la police. » Pour que ces accords deviennent plus responsables et transparents aux yeux des communautés, les réunions devraient être « **ouvertes à la participation** d'un large nombre de parties prenantes et **contrôlées par la société civile.** »³³

La sécurité hybride est une opportunité pour la SCP.

La sécurité hybride est une réalité vécue par de nombreuses communautés dans leur quotidien. Il est ainsi judicieux de mettre à profit leurs compétences en faveur de la paix dans le cadre des initiatives de SCP. En d'autres termes, la SCP devrait explorer et chercher à intégrer les stratégies déjà utilisées par les populations locales. Il existe des programmes portant sur les mécanismes non étatiques, mais ils peinent parfois à intégrer une vraie compréhension de « leur fonctionnement et de l'impact attendu d'un engagement avec eux. »³⁴

- Des activités de **cartographie et des évaluations du contexte local** sont essentielles dans tous les efforts de SCP afin d'améliorer la connaissance de toutes les parties prenantes, de leurs rôles respectifs, de leurs compétences, de leurs perceptions et de leurs interactions, ainsi que des dynamiques de pouvoir existantes dans un domaine d'action.³⁵

- La **police de proximité** représente une stratégie de collaboration qui peut tirer parti des compétences locales. La police de proximité **réunit la police et les communautés** pour traiter les questions de criminalité, de sécurité et de sûreté. Lorsqu'elle est bien menée – « avec le consentement du public et avec la police responsable devant lui »³⁶ et d'une manière largement représentative de la région en termes de genre, d'âge, de religion, etc. – la police de proximité peut conduire à la réconciliation des communautés, améliorer les relations entre les communautés et les autorités formelles, et contribuer à la prévention de la violence (voir l'exemple D.3 et l'annexe 2). Au niveau local, les OSC peuvent bénéficier d'un soutien international pour « combler les déficits de financement et fournir des formations, des conseils et des outils pour rendre la police de proximité plus efficace [et relier] les communautés aux autorités locales, sous-nationales et nationales. »³⁷

Renforcer les capacités des États et des collectivités locales en SCP

D.2. Au **Bénin**, des comités locaux de sécurité composés, entre autres, de femmes, jeunes, chefs traditionnels et représentants de l'administration locale ont été créés lorsque l'État a réalisé qu'il avait besoin de leur soutien pour assurer la sécurité de ses citoyens. Les comités se réunissent régulièrement pour discuter et soumettre des propositions au commissaire, afin de fournir des informations qui pourraient contribuer à la prévention de futures violences.³⁸ Des comités locaux similaires pour la paix et la sécurité ont été mis en place dans des contextes tels que la RDC, le Mali et le Niger. Au **Mali**, **l'Alliance Just Future** a contribué à rendre opérationnels ces « comités consultatifs de sécurité » en tant qu'espaces de coordination inclusifs, grâce à la formation des membres, ainsi qu'au soutien à la création et à la mise en œuvre de plans d'action.³⁹

D.3. Pour renforcer les liens entre les autorités et les communautés touchées par les conflits, **SaferWorld** a cherché à améliorer la **coopération entre la police, le gouvernement local et la société civile au Tadjikistan**. Les projets ont renforcé et élargi la police de proximité. Des équipes de **partenariat communauté-police et des centres locaux de prévention de la criminalité** ont été mis en place. L'identification conjointe, la définition des priorités et la planification des actions dans le cadre des partenariats entre la police et le public ont permis d'accroître la coopération et la confiance : 79 % des personnes interrogées lors d'une enquête d'évaluation ont fait état d'« **améliorations progressives.** » La **composition paritaire des équipes en fonction du genre** a permis de traiter des questions qui avaient tendance à être omises, telles que la violence domestique.⁴⁰

Communication et relations de confiance

L'importance de donner priorité aux relations interpersonnelles. La sûreté et la sécurité des personnes dépendent de la qualité de leurs relations. Souvent, les vécus d'insécurité résultent de la méfiance entre les civils et les forces de sécurité. Dans divers contextes, le manque de confiance a limité l'efficacité des initiatives en matière de sécurité visant à améliorer la vie des gens. En effet, « les relations entre les civils et les agents de sécurité présents dans leurs communautés restent marquées par la suspicion et les préjugés, la persistance d'un comportement prédateur et les abus. »⁴¹ Faciliter un dialogue et une coopération efficaces au niveau communautaire entre les organes de l'État et les acteurs de la société civile est un des rôles clés des acteurs extérieurs employant une approche SCP.⁴²

- Une approche de SCP doit intégrer comme élément central l'amélioration de la qualité des **relations entre les communautés et les prestataires de services de sécurité**, orientant ainsi l'ensemble de la conception du programme (voir exemples E.1 et E.3).
- Les projets SCP doivent être perçus comme **mutuellement bénéfiques** pour les civils et les forces de sécurité. Cela implique un changement de paradigme : « considérer les acteurs de la sécurité non pas comme 'externes' aux communautés dans lesquelles ils sont déployés, mais comme des membres de la communauté elle-même. »⁴³ Étant donné que l'établissement de relations commence par les individus, les programmes doivent, à un stade précoce, identifier les **agents de changement** parmi les civils et les différents acteurs du secteur de la sécurité (voir l'exemple E.3).



Les efforts de sensibilisation et d'information sont fondamentaux pour une SCP efficace. Chaque initiative en matière de sécurité ne peut atteindre qu'un nombre limité de personnes. Pour changer les perceptions d'une plus grande partie de la société, il faut diffuser des informations et des exemples de réussite liés à des projets antérieurs ou en cours. Une plus grande familiarité avec des récits positifs de collaboration accroît l'impact des programmes de SCP, lesquels sont souvent conçus pour des zones géographiques restreintes. Il est bien établi que la connaissance d'interactions intergroupes positives peut étendre l'impact des activités visant à réduire les préjugés, même pour ceux qui n'y ont pas directement participé.⁴⁴ Ainsi, les progrès réalisés dans l'amélioration des relations entre les différents acteurs de la sécurité et les communautés sont mieux consolidés « s'ils sont transmis et expliqués de manière efficace à l'ensemble de la population. »⁴⁵

- En termes de **visibilité**, la radio et les technologies de l'information et de la communication sont des vecteurs connus pour la promotion de récits dans les scénarios de conflits. Elles devraient être explorées comme contribuant aux changements positifs dans les connaissances et les attitudes à l'égard de « l'autre. » Par exemple, des **témoignages de participants pourraient être diffusés** sur les stations de radio locales, ou une vidéo décrivant le processus et incluant les points de vue de participants pourrait être créée et partagée sur les plateformes de **réseaux sociaux**. Pour atteindre les personnes ne disposant pas d'un accès adéquat à internet, cette vidéo pourrait également être présentée dans le cadre d'expositions itinérantes dans différentes régions du pays (voir l'exemple E.1).

- Lorsqu'il s'agit d'atteindre des acteurs régionaux ou nationaux, des **rencontres pourraient être organisées avec des acteurs influents** de la société civile et des décideurs afin de présenter les actions entreprises et les raisons qui les motivent. (voir l'annexe 2). Il a été noté que même les micro-processus « peuvent être réinjectés dans le débat politique ... [et] devenir ainsi des vecteurs de changement au niveau macro. »⁴⁶ Par exemple, un projet réussi pourrait **inspirer des initiatives similaires** de SCP dans des communautés voisines touchées par le même conflit violent ou par des conflits similaires.
- En outre, « le matériel de sensibilisation doit aller de pair avec des activités qui **contribueront à fournir des connaissances et des compétences aux communautés.** »⁴⁷ En d'autres termes, les activités menées directement avec les communautés devraient intégrer des campagnes de communication afin d'amplifier leur impact sur la population cible – par exemple, par le biais de supports tels que des **brochures, des affiches et des panneaux d'affichage** contenant des messages percutants.

Sensibilisation aux efforts de la SCP

E.1. En RDC, un projet de **Search for Common Ground** a travaillé avec les communautés et les forces de sécurité afin d'améliorer leurs relations. Le projet comprenait un large éventail d'actions de communication – **programmes radio, théâtre participatif et bandes dessinées** – pour contribuer à la transformation des attitudes et des perceptions. Ces efforts ont été complétés par « une formation visant à améliorer la compréhension des citoyens quant au rôle des acteurs de la sécurité et des moyens de s'engager, ainsi que par des activités de solidarité, notamment des réunions communautaires connues sous le nom de tribunes d'expression populaire. » Dans l'ensemble, le projet a permis **d'accroître la responsabilité des forces de sécurité et d'améliorer la perception de la sécurité par le public.**⁴⁸

E.2. En Serbie, le **Centre de Belgrade pour la politique de sécurité**, un centre de recherche indépendant dirigé par la société civile et axé sur le secteur de la sécurité, produit des **manuels, des vidéos et des « CV » ou « cartes d'identité » des institutions du secteur de la sécurité** et des documents relatifs à la sécurité des citoyens et de la société. Ces documents sont « **couramment employés par les journalistes** et partagés avec chaque nouvelle cohorte de [députés] pour approfondir leur compréhension des institutions de sécurité et leur permettre d'exercer un contrôle parlementaire efficace sur l'exercice et la gestion de la sécurité. »⁴⁹

Promouvoir la collaboration entre les civils et les FDS

E.3. Dans le **Sahel central**, une série d'interventions menées par des ONG ont visé à promouvoir la communication, la confiance et la collaboration entre les civils et les forces de sécurité. Les **responsables des FDS et les ambassadeurs de paix communautaires** du Burkina Faso, du Mali et du Niger ont été soutenus pour faciliter les **dialogues entre les FDS et les civils** afin de mieux comprendre les défis de chacun et de partager et d'analyser des informations cruciales en matière de sécurité. Pour permettre aux forces d'interagir de manière constructive avec les communautés, les FDS ont également été formées à la transformation des conflits, à la communication non violente, à la sensibilisation des communautés et à la protection des civils, et ont été encouragées à former leurs pairs. En s'appuyant sur l'amélioration de leurs relations, les communautés, les FDS et les autorités locales ont été aidées à **élaborer conjointement des solutions en matière de sécurité, de prévention de l'extrémisme violent et de stabilisation**, et à planifier des **activités de solidarité** en collaboration entre les FDS et l'ensemble de la communauté.⁵⁰

Financement, vision à long terme et programmation adaptative

Il faut aller lentement pour progresser rapidement. Les besoins en matière de sécurité peuvent être urgents et une action immédiate peut s'avérer nécessaire pour contrer les menaces et faire face aux situations d'urgence. C'est souvent la raison pour laquelle les bailleurs de fonds mettent l'accent sur les programmes de formation et d'équipement. Pourtant, à elles seules, les solutions rapides sont insuffisantes. Pour être efficaces et prévenir plutôt que de provoquer de nouvelles violences, elles doivent être complétées par des efforts à plus long terme visant à améliorer les relations entre l'État et la société et à garantir l'appropriation locale des solutions du secteur de la sécurité – ce qui demande du temps. Autrement dit, si une action à court terme peut s'avérer nécessaire, la SCP implique un engagement soutenu de la communauté sur une période plus longue et une plus grande flexibilité dans les programmes afin de restaurer la confiance et la collaboration. Les programmes à long terme et adaptables sont mieux équipés pour répondre aux changements et conserver leur pertinence au fil du temps. Dans le cadre de la SCP, les progrès sont intrinsèquement progressifs et itératifs : le changement positif doit être compris de manière non linéaire comme un continuum, plutôt que comme un état final résultant d'une intervention spécifique.

- **Dans l'ensemble, les initiatives de SCP exigent de la flexibilité.** Les contextes fragiles sont instables et les besoins des communautés évoluent au fil du temps. Par conséquent, des **évaluations régulières** des contextes peuvent montrer que des fenêtres d'opportunité locales se ferment, tandis que d'autres s'ouvrent. La **durée des programmes doit pouvoir être adaptée** pour répondre aux changements et un **certain degré de flexibilité dans les extrants (outputs) et les résultats (outcomes)** limiterait la pression exercée sur les partenaires chargés de la mise en œuvre, pour qu'ils poursuivent les activités et se concentrent sur des objectifs qui pourraient être détachés de la réalité changeante sur le terrain (voir l'exemple F.1).
- Bien que l'accent soit mis sur les engagements à long terme, les acteurs extérieurs doivent disposer de **stratégies de sortie** claires qui garantissent le maintien de la sécurité et de la protection après la fin d'une intervention. Garantir une participation active des communautés à toutes les étapes de l'intervention constitue le fondement de la durabilité. (voir l'annexe 4).⁵¹

Comment plus de flexibilité, de temps et d'implication de la communauté peuvent améliorer un projet SCP

F.1. En **RDC**, un projet visant à améliorer les relations civilo-militaires a été mis en œuvre dans un contexte d'instabilité. La mise en œuvre des activités prévues a connu **plusieurs revers**. L'un des défis était dû à la rotation fréquente des éléments des forces armées. Cela a obligé l'équipe du projet à « **recommencer plusieurs fois** » les activités de formation. Le rapport d'évaluation note que ces difficultés devraient être considérées comme « une partie inhérente de tout programme de RSS et **devraient conduire à une adaptation stratégique.** » En outre, la durée du projet a été jugée « très courte : 18 mois entrecoupés de suspensions. » Par conséquent, malgré des « améliorations indéniables » dans le comportement des forces armées et des progrès dans les relations civilo-militaires, les évaluateurs ont conclu qu'un **changement plus profond nécessiterait au moins trois ans** et une **plus grande implication des civils et des autorités** dans la gestion des activités du projet afin d'accroître l'appropriation et la durabilité de l'impact.⁵²

Faire plus, même avec moins. Lors de l'établissement de la liste des dépenses des bailleurs dans le cadre de la RSS, une étude a révélé qu'il y avait un « surplus important de projets visant à former et à équiper [les FDS] au détriment des processus de changement axés sur la gouvernance démocratique dans le secteur de la sécurité et au-delà. »⁵³ Cela va à l'encontre du besoin susmentionné de projets à plus long terme, adaptés aux besoins des communautés et flexibles face aux changements contextuels. En outre, les ressources allouées aux questions de sécurité et de justice axées sur les personnes sont « susceptibles de continuer sur une trajectoire descendante. »⁵⁴ Par conséquent, il est nécessaire de gérer plus efficacement les ressources et de cibler les efforts de la SCP.

- En combinant les connaissances locales et l'allocation efficace des ressources, il est important de « développer des instruments de **financement accessibles aux organisations du pays d'intervention.** » Ces organisations, telles que les ONG ou les instituts de recherche, sont mieux équipées pour « maximiser les connaissances, les réseaux et la légitimité au niveau local [et présentent donc un meilleur] rapport coût-efficacité. »⁵⁵ Les modalités de financement devraient être conçues de manière à réduire la concurrence et à promouvoir la complémentarité entre les partenaires de mise en œuvre.
- Le financement fourni aux partenaires devrait également être **flexible**. En pratique, cela signifie que les mécanismes de financement et les décaissements devraient être facilités. En outre, comme cela a été souligné lors d'une session de validation, il serait important de disposer de **budgets d'urgence** consacrés aux petits besoins immédiats et ordinaires susceptibles de survenir au cours de la mise en œuvre du projet.
- Les interruptions de soutien à une initiative donnée, même si elles sont temporaires, peuvent entraver son succès. Pour garantir l'impact de la SCP, il est important « d'envisager un **financement relais pour renforcer la durabilité des réalisations.** »⁵⁶

L'approche de la SCP est axée sur la prévention. Traiter les menaces à la sécurité et à la justice au fur et à mesure qu'elles se présentent ne permet pas de s'attaquer à leurs causes profondes ni d'empêcher qu'elles ne se reproduisent. Une approche communautaire de la prestation de services en matière de sécurité tient compte des solutions socio-économiques, de l'éducation, de l'autonomisation des jeunes et des femmes et du développement durable. Cela va de pair avec un élargissement du concept de sécurité qui est mieux adapté aux besoins réels des communautés et qui va au-delà de l'action militarisée et de l'usage de la force.

- L'accent mis sur la prévention n'exclut pas l'implication et la collaboration entre l'État et les civils. Les programmes de SCP peuvent explorer le **rôle des acteurs de la sécurité dans l'engagement et la présence de routine de la communauté** pour traiter et prévenir les problèmes locaux tels que les litiges fonciers, la violence domestique ou le vol.
- Pour que les programmes réussissent à prévenir de nouvelles violences, il faut qu'ils s'appuient clairement sur les enseignements tirés des initiatives précédentes. Cela nécessite des **systèmes de suivi et d'évaluation plus solides**. Un engagement clair en faveur d'un suivi et d'une évaluation **factuels et méthodologiquement rigoureux** garantit que les politiques et les pratiques ultérieures exploitent les succès et évitent les obstacles rencontrés par les efforts précédents. C'est dans ce contexte que Search for Common Ground a élaboré le **Peace Impact Framework**. Ce cadre guide les praticiens dans l'identification des éléments essentiels de la paix et la manière de mesurer cette dernière. Il est le résultat de consultations approfondies avec des communautés et des organisations du monde entier. Son application vise à garantir que les efforts de mesure reflètent ce que la sûreté, la sécurité, la paix et la stabilité signifient pour les communautés et que cela devienne plus systématique dans les programmes et les institutions.

Coordination

La pertinence de politiques et de pratiques cohérentes en matière de SCP.

L'efficacité des programmes de SCP ne dépend pas uniquement des ressources financières allouées à un pays ou à une région. Les bailleurs ont différents objectifs politiques liés à leurs politiques d'aide étrangère, les organisations internationales et les ONG ont des philosophies et des approches variées en matière de sécurité, les communautés locales sont plus ou moins impliquées dans la conception et la mise en œuvre des initiatives de SCP, et les intérêts des bénéficiaires potentiels du soutien – des communautés aux entités étatiques, aux groupes armés non étatiques – ne sont pas toujours convergents. Ainsi, compte tenu de la pléthore d'acteurs impliqués dans les initiatives de SCP, le dialogue devrait favoriser une coordination adéquate entre les parties prenantes concernées et une cohérence stratégique. Cela contribuerait à prévenir les redondances, une approche fragmentée et inefficace de la SCP, la concurrence entre les agences, les partenaires opérationnels et les populations ciblées pour l'obtention de ressources, ainsi que les contradictions et l'aggravation des différends et des tensions entre les participants perçus comme « gagnants » ou « perdants » de chaque programme.

- **Renforcer la coordination entre les secteurs de la consolidation de la paix, de la sécurité et de la justice.** Bien que les frontières soient souvent floues du point de vue des communautés, ces secteurs ont tendance à être « cloisonnés au sein des agences d'aide opérant dans des situations fragiles et touchées par des conflits ... [et par conséquent] des opportunités sont négligées pour tirer parti de l'analyse et l'expertise trouvées dans le secteur plus large de la consolidation de la paix et sur les liens entre la sécurité et la justice et la dynamique plus large des conflits » (voir l'exemple G.2 et l'annexe 4).⁵⁷ **Les réunions de coordination des bailleurs et les stratégies de financement multi-bailleurs** pourraient améliorer cette situation et garantir une identification claire des besoins des populations touchées par les conflits.

Le contexte difficile de la coordination entre les acteurs internationaux

G.1. La RDC est un des pays qui a reçu le **plus de soutien étranger en matière de sécurité**. Cependant, l'une des principales raisons de ses « **résultats désastreux** » est le « **manque de coordination entre les bailleurs, les agences et les ONG, qui utilisent souvent des approches incompatibles ou insuffisantes.** » Un exemple est la formation et l'équipement d'unités militaires par différents bailleurs bilatéraux « avec des doctrines et des structures institutionnelles incompatibles. ». En conséquence, ces efforts ont fini par « miner la cohésion et la fonction des organismes travaillant au sein de l'armée pour construire un nouvel ethos et une nouvelle approche collective. »⁵⁸

G.2. Du côté des **bailleurs**, une étude sur les **mécanismes de financement** et les politiques et pratiques de RSS a révélé que la mise en œuvre est toujours répartie entre différentes agences, y compris les départements des affaires étrangères, du développement, de la défense, mais aussi de la justice et des affaires intérieures. Aux États-Unis, 46 bureaux ont été identifiés comme ayant des mandats liés à la RSS. En conséquence, l'étude a constaté « une **concurrence entre les agences, des décisions de financement désordonnées et [...] des intérêts et des approches épistémiques incohérents** en matière de RSS/G. »⁵⁹

- **Investir dans des évaluations conjointes du contexte local et dans le partage des résultats entre les acteurs internationaux, nationaux et locaux** (voir l'exemple G.3). L'importance de la compréhension des nuances contextuelles au niveau local a été établie comme la base d'une SCP efficace. Il serait positif de soutenir une **analyse conjointe de la situation menée par des experts locaux**, y compris la cartographie des parties prenantes, la dynamique des conflits et l'analyse de genre. Cette analyse pourrait être menée « dans le cadre d'un **projet initial mandaté conjointement par divers bailleurs**, » en vue d'une compréhension commune du contexte et d'une identification conjointe des besoins et des solutions reflétant les capacités et l'expertise de chaque bailleur. En étendant les efforts au-delà de la capitale, les programmes seraient mieux adaptés aux réalités locales : « La **programmation par zone** favorise la complémentarité géographique entre les bailleurs, au lieu de l'approche par grappes qui conduit à une multitude de lacunes évitables et à des engagements isolés dans de nombreux pays. »⁶⁰
- **Assurer la cohérence entre les programmes au niveau local et au niveau national.** Les projets du secteur de la sécurité au niveau local ont tendance à « donner la priorité aux organisations communautaires pour la création de partenariats [alors que] les programmes au niveau national se concentrent sur les institutions de l'État. »⁶¹ Toutefois, pour améliorer les synergies entre les approches, des efforts devraient être faits pour garantir **une large consultation de toutes les parties prenantes concernées** lors de l'élaboration des programmes de SCP. Cela permettra non seulement d'améliorer la cohérence entre les programmes dans un domaine donné, mais aussi de **permettre aux projets nationaux et locaux de s'informer**, d'avoir un impact et de se renforcer mutuellement, étendant ainsi leurs avantages au-delà de leurs cibles immédiates (voir l'exemple G.1).
- **Une responsabilité partagée dans la gestion et le contrôle du secteur de la sécurité.** Les États et les civils peuvent tirer parti des intérêts et des compétences de chacun pour améliorer le fonctionnement du secteur de la sécurité afin qu'il « serve les intérêts de l'État et des communautés et reste efficace face aux nouvelles menaces. » Dans ce contexte, un système de **contrôle et contrepoids** pourrait faire en sorte que les dirigeants civils fixent « les objectifs généraux, les règles et les priorités politiques [tandis que le secteur de la sécurité de l'État] s'organiserait en interne pour atteindre ces objectifs » (voir l'annexe 3).⁶²
- **Les OSC doivent travailler en partenariat.** L'espace de la société civile dans les contextes fragiles peut être limité et l'accès à l'information rare. En outre, les capacités des différentes OSC varient en termes de thèmes et de géographies d'expertise. Pour contrebalancer ces défis, les OSC devraient **établir des coalitions ou des réseaux** qui tirent parti de leur **expertise complémentaire** (voir l'exemple G.3, voir également l'annexe 3).





Des exemples de terrain qui démontrent le potentiel de la coordination

G.3. Au cours des sessions de validation de ce rapport, les participants ont partagé des expériences positives liées à la coordination horizontale. Le **West African Early Warning and Early Response Network (WARN)**, coordonné par le West African Network for Peacebuilding, cherche à **renforcer les liens entre les niveaux local, national et régional**. Le WARN met en place des structures et des canaux de communication afin que les menaces et les solutions potentielles identifiées au niveau local soient partagées et discutées avec les entités nationales ainsi qu'au niveau régional, avec la CEDEAO. Selon un participant, « le va-et-vient entre la base et le sommet a amélioré l'apprentissage et la complémentarité. » **En RDC, une alliance citoyenne pour la gouvernance de la sécurité rassemblant les OSC** engagées dans la RSS a été créée et relie le local et le national. L'alliance « a permis de réduire la duplication sur le terrain. »

G.4. L'Union Européenne a financé le programme multisectoriel « Interventions d'appui à la sécurité et à la stabilisation au Niger » (**I3S Niger**). Ce programme mettait l'accent sur la **coordination entre partenaires techniques** travaillant sur la stabilisation dans la région, en particulier les trois partenaires de mise en œuvre de l'I3S. Le programme visait à renforcer la **complémentarité et la cohérence** entre les capacités des partenaires techniques, en soutenant les forces de sécurité et les populations locales pour faire face aux menaces sécuritaires typiques, mais aussi aux besoins socio-économiques de la population.⁶³ Cependant, les interventions ont été initialement **conçues séparément et chacune devait s'adapter aux priorités des différentes agences nationales**. Grâce à des échanges d'informations et à des réunions régulières, ainsi qu'à une coordination avec les organismes nationaux, le programme a fini par réaliser « un développement concerté des activités entre les trois structures de mise en œuvre du programme. »⁶⁴ Le programme a également cherché à améliorer la **coordination entre les agences nationales de gouvernance et de sécurité**. Par exemple, les **dialogues inter-commandements** ont réuni différentes forces militaires et de sécurité intérieure, ce qui a permis d'améliorer la complémentarité, la coopération et la cohésion entre les différents corps des FDS.⁶⁵ Dans l'ensemble, le programme a réussi à « **rassembler les gens et à favoriser la collaboration ... ce qui a donné des résultats remarquables.** »⁶⁶

Bilan et perspectives d'avenir

“Reconnaissant que les besoins de sécurité des personnes et la manière dont elles recherchent des services n’impliquent pas toujours l’État ou ses acteurs, notant que l’État et ses institutions ne protègent pas toujours la communauté ou ne représentent pas ses besoins et ses priorités, et admettant enfin que dans de nombreux contextes, le contrat social entre l’État et sa population est devenu un défi pour la gouvernance, la programmation [du secteur de la sécurité] a besoin d’une nouvelle feuille de route pour le changement.”⁶⁷

Bien qu’il subsiste des incertitudes quant à la SCP, ce rapport a mis en évidence des domaines dans lesquels les parties prenantes s’accordent de plus en plus, ce qui constitue une base solide pour l’action à venir.

Le rôle central des communautés en tant que parties prenantes du secteur de la sécurité.

L’un des principaux enseignements de l’analyse est l’importance d’identifier « les outils permettant de comprendre les besoins, les problèmes, les attentes et les priorités en matière de sécurité et de justice des ‘personnes les plus difficiles à atteindre’ ... [pour] éviter que les élites ne monopolisent l’expression des besoins et des griefs. »⁶⁸ Cela va de pair avec l’importance accordée à l’appropriation locale et à la programmation inclusive de la SCP, prenant particulièrement en considération les femmes et les jeunes. L’adoption de la SCP d’une manière qui tienne compte des conflits, du genre et de la jeunesse est essentielle au succès des initiatives et à l’idée de *do no harm*. Cela demande une action ciblée pour renforcer les capacités des différents groupes de la société. Les communautés sont elles-mêmes des acteurs actifs et centraux de la sécurité : ce rapport présente des exemples de groupes de protection civile non armés et d’autres cas où les communautés ont fourni des services pour répondre aux défis et aux besoins en matière de sécurité. Du point de vue des acteurs extérieurs, les bonnes pratiques comprennent la formation et le soutien pour accroître les capacités de protection des communautés, les mécanismes pour assurer la participation – de la conception et de la mise en œuvre à l’évaluation – et la révision continue des perceptions des personnes affectées par les programmes, pour assurer que les initiatives restent appropriées et pertinentes au fil du temps.

Capitaliser sur la diversité des parties prenantes dans la programmation de la SCP.

Parler de sécurité et de justice implique

comprendre et s’engager avec une variété d’acteurs : autorités étatiques, acteurs armés non étatiques et communautés locales. Cette hybridité des acteurs de la sécurité peut avoir des effets positifs et négatifs. D’une part, elle peut se traduire par des pratiques discriminatoires et des abus à l’encontre de groupes dépourvus de pouvoir. D’autre part, l’hybridité peut offrir aux communautés une justice plus accessible et des pratiques familières associées aux traditions et valeurs locales qui favorisent leur légitimité. C’est aussi un moyen de compenser une absence de l’État, en raison d’un manque de capacité, de volonté ou d’un conflit. Dans ce contexte, les programmes de SCP doivent être conçus sur la base « d’analyses approfondies des services de sécurité étatiques et non étatiques et adopter une approche prenant compte des risques pour s’engager avec un plus grand nombre d’acteurs dans la recherche de voies de changement réalistes et efficaces. »⁶⁹ Les initiatives dans le secteur de la sécurité devraient promouvoir des cadres pour une responsabilité effective et une coopération mutuellement bénéfique entre les prestataires de services étatiques et non étatiques.

Tout est question de relations et de confiance.

Comme l’a fait remarquer un praticien interrogé dans le cadre de ce rapport, en matière de paix et de sécurité, « tout se concentre et tourne autour des relations personnelles ... C’est la première chose à laquelle nous devons penser. » Les expériences d’insécurité sont corrélées à des sentiments de méfiance entre les civils et les acteurs armés. Cela a un impact sur la vie quotidienne des individus, mais aussi sur la faisabilité des programmes de SCP qui souhaitent impliquer

différentes parties prenantes : la transformation et le renforcement des relations sont ressentis au-delà de la fin formelle des programmes, plus que le soutien matériel que ces derniers auraient pu inclure. Travailler sur la qualité des relations est donc à la fois un catalyseur et une condition préalable à la SCP. Cependant, lorsqu'il s'agit de favoriser le rapprochement entre les groupes, il est essentiel d'ancrer les projets sur les préférences et les besoins locaux, ainsi que sur les structures communautaires existantes. Malheureusement, « sous couvert de renforcer les relations entre l'État et les communautés, les institutions de l'État peuvent évincer les organes locaux ou les transformer en instruments de la politique de l'État. »⁷⁰ Pour minimiser ces risques, les programmes de SCP devraient adopter une approche de renforcement de la confiance et des relations, en dotant les acteurs de la communauté et de l'État des compétences et des possibilités nécessaires à un engagement significatif et constructif, et en créant des espaces pour la recherche de solutions collaboratives. Les efforts de communication et de sensibilisation peuvent également permettre aux initiatives de modifier les perceptions d'un plus grand nombre de personnes. La promotion de récits de collaboration et la clarification des rôles et des responsabilités des différents acteurs contribuent à gérer les attentes, à consolider la confiance et à ouvrir l'espace à d'autres interactions entre les groupes. Les programmes devraient donc inclure des stratégies de diffusion et de visibilité, en s'appuyant sur les médias traditionnels et sociaux, ainsi que sur des formats artistiques tels que le théâtre participatif, et essayer d'atteindre les communautés les plus isolées.

Penser au-delà des besoins immédiats. Les initiatives en matière de sécurité sont traditionnellement associées aux forces armées. Les menaces et les besoins peuvent être urgents et nécessiter une action immédiate, ce qui explique l'accent mis sur la formation et l'équipement des FDS. Cependant, la SCP ne se contente pas de répondre aux besoins immédiats : elle veut aussi « cultiver de nouveaux standards de conduite pour garantir

que le changement soit durable »⁷¹ Étant donné le temps nécessaire à ces changements, les SCP devraient avoir des périodes de mise en œuvre plus longues et être flexibles, afin que des adaptations puissent être faites en cours de route. Des évaluations régulières des contextes sont nécessaires pour assurer que les activités conservent leur pertinence et que des stratégies de sortie puissent être élaborées avec soin. En outre, la flexibilité est également importante en ce qui concerne le financement. Compte tenu de la volatilité des contextes fragiles, les instruments de financement doivent s'adapter à l'évolution de la situation tout en garantissant leur accessibilité aux acteurs locaux de la société civile. L'intégration des communautés dans le suivi régulier et l'évaluation des progrès et de l'impact contribuerait à informer les activités futures tout au long du cycle du projet et à donner des alertes plus précoces qui permettent de réagir plus tôt.

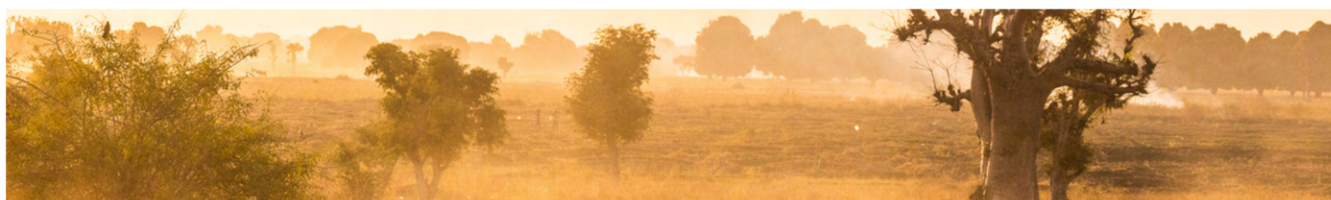
Mieux coordonner. Un autre enseignement de ce rapport est que la valeur de l'argent alloué aux SCP est accrue lorsqu'il y a une coordination entre les multiples acteurs concernés. Outre les réunions de coordination des bailleurs et les stratégies de financement multi-bailleurs, un partage efficace de l'information et des évaluations conjointes du contexte local soutenues par des experts et des autorités locales pourraient améliorer la cohérence stratégique et la pertinence des initiatives de SCP. Les bailleurs et les gouvernements peuvent coordonner ces efforts avant les nouveaux cycles de développement de programmes et devraient faire explicitement référence aux approches centrées sur les personnes. Les OSC devraient également faire passer la coopération avant la concurrence et tirer parti de leurs compétences thématiques et géographiques respectives au sein de coalitions. En outre, les barrières entre les niveaux local, national et international devraient être remplacées par des consultations plus larges entre les parties prenantes. L'ensemble de ces efforts devrait permettre d'éviter une approche fragmentée et inefficace de la SCP et d'aggraver les tensions entre les « gagnants et les perdants » des programmes de SCP.

| Avant de se (ré)engager dans la SCP | Lors de la mise en œuvre d'un effort de SCP | Après un effort spécifique de SCP |
|--|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"> • Mener des enquêtes indépendantes sur la perception des besoins et des capacités au niveau local • Élaborer des stratégies d'engagement communautaire • Intégrer la sensibilité aux conflits, au genre et à l'âge dans toutes les activités • Établir une cartographie complète de toutes les parties prenantes et de leurs rôles • Explorer les possibilités d'évaluations conjointes de la situation et promouvoir de larges consultations • Identifier les agents du changement et utiliser leurs connaissances pour informer le développement du programme • Créer les conditions pour des programmes flexibles et à long terme • Élaborer des stratégies de sortie claires qui ne compromettent pas la durabilité | <ul style="list-style-type: none"> • Procéder à des évaluations régulières du contexte local et adapter les activités en conséquence • Permettre aux communautés et aux OSC locales de mettre en œuvre elles-mêmes des activités • Poursuivre la formation et le soutien des acteurs locaux et renforcer les capacités de tous les groupes concernés • Privilégier les relations et favoriser les collaborations entre les acteurs étatiques et non étatiques • Utiliser des stratégies de communication pour atteindre un public plus large et diffuser des récits positifs sur la collaboration. • Assurer un décaissement flexible des fonds et leur permettre d'atteindre les organisations locales | <ul style="list-style-type: none"> • Consacrer du temps à l'élaboration de systèmes de suivi et d'évaluation solides et méthodologiquement rigoureux • Établir des cadres de responsabilisation qui tiennent compte du genre et de l'âge • Faire connaître les activités et les résultats de l'effort dans d'autres régions (par exemple, par des émissions de radio) • S'engager aux niveaux national et local pour discuter des leçons tirées de l'expérience • Pour les partenaires de mise en œuvre, assurer la liaison avec les bailleurs afin d'envisager un financement relais. • Utiliser les résultats pour informer plus efficacement la programmation future |

Tableau 1. Éléments pertinents pour une SCP efficace

Préparer l'avenir. La section précédente a permis d'identifier les thèmes centraux à prendre en compte dans le cadre de la SCP. Leur discussion a été illustrée d'exemples concrets du terrain qui ont permis d'identifier à la fois les pratiques efficaces et les moyens d'améliorer l'efficacité des programmes de SCP. La recherche et l'analyse ont également permis d'identifier des lacunes dans les connaissances. Au cours de la session de validation, un participant a souligné la nécessité d'explorer les différents cadres juridiques existants afin de mieux comprendre s'ils sont favorables aux efforts de SCP ou s'ils doivent être modifiés. En outre, bien que nous puissions nous appuyer sur ce qui a été fait et sur les capacités des acteurs avec lesquels nous travaillons, il a été affirmé que, dans la programmation du secteur

de la sécurité, il y a une « capacité presque inexistante à tirer des leçons de l'expérience passée. »⁷² Un élément qui pourrait soutenir la systématisation et la coopération entre les programmes de sécurité est la cartographie complète des stratégies existantes axées sur les personnes – cela permettrait, entre autres, d'établir « l'ensemble des preuves nécessaires pour commencer à combler le manque de sensibilisation au rôle des acteurs de sécurité non étatiques, y compris celui des membres de la communauté, dans la protection des droits de l'homme, la responsabilité sociale, l'influence sur les agendas de la sécurité et de la justice nationales, etc. »⁷³ Les exemples utilisés dans ce rapport pourraient être considérés comme un point de départ pour une telle entreprise.



Annexes: Études de cas

I. Engagement des femmes dans les forces armées de l'État au Mali

Avant de lancer le projet « Femmes, Défense et Sécurité. Participation des femmes à la réforme du secteur de la sécurité et renforcement de la confiance entre la population et les forces de défense et de sécurité au Mali, »⁷⁴, Interpeace et l'Institut Malien de Recherche-Action pour la Paix (IMRAP) ont mené un vaste processus pour comprendre ce que les Maliens pensaient être les principaux obstacles à la paix dans leur pays. Les personnes interrogées ont souligné l'importance de la confiance (et de son absence) entre les FDS et la population. Leurs relations sont considérées comme essentielles pour la stabilisation, la réconciliation et le maintien de la paix dans la région. L'inclusion de femmes dans les FDS et l'amélioration de leurs relations ont été considérées comme l'un des mécanismes les plus importants pour soutenir la paix et la sécurité au Mali : la présence de

femmes au sein des FDS réduirait les perceptions d'abus violents commis par les forces de sécurité tout en augmentant le potentiel de réponse aux besoins spécifiques des femmes – notamment en termes de violence basée sur le genre. Le projet a donc soutenu le rôle des femmes au sein des FDS et leur engagement global comme moyen de réduire les confrontations violentes entre les civils et les forces armées de l'État. Le projet avait deux objectifs principaux : i) renforcer la confiance entre les FDS et les femmes en améliorant les conditions de recrutement et de promotion de femmes au sein des FDS au Mali, en particulier dans les régions de Mopti et de Gao ; et ii) accroître l'engagement de femmes influentes ayant différents profils sociopolitiques dans les structures de paix locales liées à la mise en œuvre de l'accord de paix dans la région de Gao et à Bamako.⁷⁵



Pour atteindre ses objectifs, le projet a soutenu les jeunes femmes souhaitant rejoindre les FDS en leur fournissant les informations nécessaires sur l'enrôlement dans l'armée, en organisant des actions de sensibilisation, en renforçant leur connaissance de structures de paix locales, en promouvant des dialogues inclusifs impliquant les femmes et les membres des FDS, et en formant les femmes à l'outil du « cercle de paix » pour renforcer la cohésion sociale entre les femmes de différents groupes. Cet outil s'appuie sur des discussions inclusives et participatives pour surmonter les incompréhensions et les préjugés mutuels. Le projet comprenait également des initiatives de dialogue visant à mettre en relation les femmes de communautés locales avec les groupes de défense des droits dans la capitale.

L'évaluation finale a conclu que le projet avait apporté « une contribution majeure à l'émergence d'un leadership féminin au sein du FDS. » Pour les femmes du FDS, le projet leur a permis de mieux identifier les opportunités au sein de leurs départements et les a aidé à négocier avec leurs supérieurs, « en améliorant les relations de confiance entre les hommes et les femmes du FDS, en faisant prendre conscience de leur rôle et de leur capacité au sein du FDS, et en reconnaissant la valeur de femmes du FDS et leur valeur ajoutée aux activités. »⁷⁶ L'impact du projet a également été ressenti au-delà du FDS, avec une forte augmentation de la cohésion sociale entre les femmes de différents groupes.

Selon les évaluateurs, l'approche inclusive et participative de ce projet a été déterminante pour obtenir des résultats positifs. Les espaces de discussion créés ont conduit à « des changements importants dans les relations entre le FDS, les femmes et les jeunes femmes candidates [à rejoindre le FDS]. »⁷⁷ La confiance entre toutes les parties prenantes s'en est trouvée améliorée et les femmes ont pu se faire

une idée plus précise du fonctionnement interne du FDS. La formation a préparé les femmes aux concours des FDS et certaines des participantes ont réussi les tests et se sont entraînées à rejoindre les forces armées.

Une conclusion faite par les évaluateurs du projet est similaire à un argument présenté plus haut dans ce rapport : pour améliorer les relations entre les acteurs de la sécurité, il est « essentiel que les attentes des deux parties soient réalistes et claires ... Une compréhension commune des rôles et des responsabilités des deux parties, civiles et militaires, doit donc être développée. »⁷⁸ Le projet a reconnu cette importance et a mené des activités pour la renforcer : il a organisé des « journées de communication et d'ouverture » avec les FDS pour permettre aux civils de connaître leur mandat et leurs ressources tout en promouvant de meilleures relations intergroupes. Dans l'ensemble, le projet a répondu positivement aux besoins identifiés par les communautés et les activités ont été efficaces pour répondre à ces besoins.

II. Les jeunes et la police de proximité au Burundi

Avec le projet Tubiri Tuvurana Ubupfu, Search for Common Ground a mis en place des actions visant à renforcer la confiance et à favoriser des relations positives entre les jeunes et la police au Burundi. Il fournit un exemple de la manière dont les efforts de SCP peuvent favoriser la collaboration entre l'État et les civils, l'inclusion des jeunes et l'implication des membres de la communauté dans la mise en œuvre des activités de sécurité. Le projet a été mis en œuvre autour du cycle électoral de 2020 au Burundi en tant que réponse préventive à l'intense violence politique qui s'est produite pendant les élections de 2015, lorsque les personnes impliquées dans les épisodes de violence étaient principalement des jeunes. En tant que tel, le projet s'est concentré sur l'engagement des jeunes de divers milieux

socio-économiques et affiliations politiques ainsi que sur l'amélioration des relations entre les jeunes et les autres segments de la société.

Outre les jeunes, le projet a impliqué activement des officiers de police et des membres de comités mixtes de sécurité. Ces comités sont des structures de police de proximité qui ont été mises en place dans de nombreux endroits du pays et qui comprennent des représentants de l'administration locale, de la police, du système judiciaire, des civils et des organisations de la société civile. En 2014, ils ont été officiellement reconnus et réglementés. Avec certaines missions chevauchant celles des autorités locales et les forces de sécurité, les comités visaient à « protéger la population contre les

menaces politiques et économiques, à promouvoir les droits humains et l'éducation patriotique, ainsi qu'à assurer la sécurité alimentaire et à renforcer le planning familial.»⁷⁹ Malgré la mise en place de ces comités mixtes de sécurité, les élections de 2015 ont montré que les tensions entre la police et les communautés restaient vives, nécessitant des efforts supplémentaires.

Le rapport final a conclu que le projet avait atteint les résultats escomptés – renforcement des capacités, dialogue efficace et création de récits positifs avec des avantages clairs pour tous les groupes cibles. Le projet « a sensibilisé les jeunes aux outils de résolution pacifique des conflits, informé les officiers de police des différentes lois sur lesquelles ils peuvent s'appuyer pour réconcilier les parties en conflit et aidé les membres des comités mixtes de sécurité à connaître les lois qu'ils doivent respecter et leur a donné une idée plus claire du type de cas de conflit qu'ils doivent traiter. »⁸⁰ Les parties prenantes consultées par les évaluateurs ont unanimement considéré que le projet a permis de mettre en relation des personnes ayant des points de vue différents et a fourni un espace sûr pour des interactions productives. La quasi-totalité des jeunes (99 %) et des policiers (98 %) étaient convaincus, à la fin de l'évaluation, de l'intérêt d'engager un dialogue régulier pour prévenir la violence, alors qu'ils n'étaient qu'environ deux tiers au début. Les réunions et discussions fructueuses organisées dans le cadre du projet ont contribué à pallier le manque d'opportunités d'interaction entre les groupes. En conséquence, le projet « a modifié positivement certains modèles de collaboration entre différents groupes de

personnes, ce qui a ouvert un espace pour le partage d'informations, en particulier entre les jeunes et les comités mixtes de sécurité d'une part, et les comités mixtes de sécurité et la police d'autre part. » Selon un participant, les dialogues ont incité certaines personnes à « se séparer de leurs mauvaises habitudes. »⁸¹ Rappelant l'importance de la confiance dans l'efficacité des SCP, le projet a également permis d'améliorer la perception de la confiance entre les jeunes et la police. En outre, les pratiques de la police sont devenues moins discriminatoires tout au long de la mise en œuvre du projet.

Le succès du projet est dû à l'accent mis sur l'appropriation locale, la participation significative des jeunes et la priorité donnée aux relations entre les acteurs de la sécurité. Cela a également contribué à assurer sa durabilité : selon les personnes interrogées, les jeunes qui ont participé au projet ont continué à jouer le rôle de médiateurs au sein de leurs communautés. Certains ont été contactés par les autorités locales pour devenir des leaders communautaires et soutenir les enquêtes sur les violations des droits civils commises par des fonctionnaires au niveau local – en d'autres termes, les jeunes participent désormais à des activités de contrôle et renforcent ainsi la responsabilité au sein de leurs communautés. Les policiers qui ont reçu une formation sur la transformation des conflits dans le cadre du projet ont exprimé le souhait de devenir eux-mêmes formateurs afin de continuer à renforcer ces capacités au sein des forces de police. L'inspection générale de la police nationale a également demandé que les modules fournis par Search for Common Ground soient intégrés dans le programme de formation de la police nationale. Le soutien des programmes radio a également contribué à la



diffusion d'histoires positives de collaboration entre les forces de police et les jeunes. Il est important de noter que le projet a tiré des enseignements d'initiatives précédemment menées dans le pays avec des activités similaires. L'enchaînement logique des projets facilite la planification à long terme et les ajustements au fil de la mise en œuvre.

Enfin, les évaluateurs ont indiqué que les approches de sécurité communautaires

répondaient à des besoins réels et étaient efficaces dans différents contextes, mais qu'elles nécessitaient également d'un soutien politique plus important. Notant que le projet aurait bénéficié d'une plus grande adhésion et d'un plus grand soutien de la part du ministère de l'Intérieur, il a été avancé que les bailleurs pouvaient exercer un pouvoir d'influence lorsqu'ils s'engageaient auprès des hauts fonctionnaires et ainsi minimiser les retards potentiels dans la mise en œuvre du projet.

III. Pertinence des OSC pour une SCP durable et inclusive en RDC

Le projet « Ensemble pour la sécurité – Améliorer la protection civile à travers la société civile en RDC » a été mis en œuvre par Search for Common Ground pour promouvoir des efforts de protection civile durables, inclusifs et responsables dans les opérations de sécurité en RDC. Le projet « a soutenu les OSC locales pour développer et approfondir les relations et la confiance avec les forces de sécurité, coopérer avec elles pour améliorer la responsabilité, et favoriser la durabilité des efforts de protection civile en changeant les normes liées aux rôles des civils et des forces de sécurité autour des questions de sécurité. »⁸² Le projet repose sur la compréhension de l'importance de l'appropriation locale pour garantir la prise en compte des menaces sécuritaires pesant sur les différents groupes. En d'autres termes, les besoins en matière de sécurité varient en fonction du genre et de l'âge et la programmation de la SCP est inclusive et responsable en matière de genre. Pour que les civils soient au cœur du projet, les OSC ont été placées « au centre d'une stratégie visant à susciter un engagement constructif et un plaidoyer en faveur de la responsabilisation du secteur de la sécurité. »⁸³ Le projet visait à renforcer les relations entre les OSC et les forces de sécurité, en encourageant leur coopération sur les questions de responsabilité. Les trois principaux objectifs étaient les suivants : i) plaider en faveur d'une plus grande responsabilité dans le secteur de la sécurité ;

ii) professionnaliser la capacité des OSC à s'engager et à développer des relations et une relation de confiance avec les forces de sécurité ; et iii) améliorer l'engagement civil-sécuritaire en RDC. A cette fin, Search a notamment organisé des formations sur les droits humains pour les OSC, des forums de discussion publics sur la sécurité et les droits humains, des réunions à huis clos entre les OSC et les forces de sécurité, et des activités de sensibilisation, y compris des émissions de radio. En général, les OSC ont reçu un soutien financier, ont amélioré leurs capacités à traiter les questions de droits humains et de sécurité, et ont renforcé leurs possibilités de mise en réseau.

L'évaluation a conclu que le projet « a amélioré les capacités des OSC à s'engager et à collaborer avec les forces de sécurité. » Les résultats démontrent des changements positifs dans la capacité à coordonner avec les forces de sécurité et à influencer leur action. En effet, 100 % des personnes interrogées ont déclaré que les OSC « sont en mesure d'influencer la politique et les pratiques du secteur de la sécurité, » ce qui représente une augmentation substantielle par rapport aux 37 % de civils et 32 % de membres des forces de sécurité qui l'avaient déclaré lors de l'enquête de base. En outre, les résultats démontrent une augmentation des niveaux de confiance au sein de la population cible, qui considère que les OSC sont capables d'assurer la responsabilité dans le secteur de la sécurité. Par ailleurs, le

projet a contribué à « initier un changement de perception sur la pertinence des questions de sécurité pour les femmes et le rôle des femmes, avec des exemples concrets d'autonomisation des femmes dans un contexte local conservateur. »⁸⁴

Les résultats positifs attestent de la pertinence de l'inclusion de la société civile dans les programmes SCP. Le renforcement des acteurs locaux non armés peut améliorer les relations avec ceux qui détiennent des armes, contribuant ainsi à réduire la violence et des abus de leur part.



IV. Améliorer l'accès à la justice en RDC

Pour faire face aux tensions et aux conflits, les communautés créent souvent leurs propres mécanismes locaux de sécurité et de justice. Un projet de la RDC fournit un exemple d'efforts menés par des civils pour garantir « une justice accessible, équitable et non punitive aux personnes vivant dans des villages ruraux – des communautés pour lesquelles le système juridique ne fonctionne ni efficacement ni dans leur meilleur intérêt, et dans lesquelles les conflits peuvent rapidement devenir violents. »⁸⁵ Le projet a été mis en œuvre par une ONG congolaise, FOCHI, avec le soutien de Peace Direct, dans le Sud-Kivu. Il s'agit d'une région en proie à des cycles de conflits depuis 1998. Dans un contexte complexe avec la présence de multiples acteurs, les questions de justice sont plus difficiles à gérer. Le projet a été mis en œuvre en tenant compte des critiques constantes de l'impunité dont les membres des groupes armés étatiques et non étatiques ont bénéficié dans la région, même s'il y a eu des « violations flagrantes du droit international humanitaire et des droits humains visant des civils. » Le système judiciaire officiel, qui s'appuie au niveau local sur des Officiers de Police Judiciaire (OPJ) débordés, est considéré comme « peu développé ... [n'offrant] que peu ou pas d'autorité gouvernementale. »⁸⁶ Malgré

quelques tentatives locales, nationales et internationales pour remédier à ce problème, l'inadéquation du système d'enquête et de justice dans les villages ruraux du Sud-Kivu est restée inchangée. Le cadre juridique congolais permet à certaines plaintes civiles d'être résolues par les communautés elles-mêmes. Le projet visait donc à renforcer la capacité des communautés à résoudre leurs conflits de manière non violente, à améliorer les résultats de la justice, à alléger la pression sur les magistrats et les FDS, notamment l'OPJ, à réduire la violence et à favoriser la collaboration et la mobilisation en faveur du développement communautaire.

Le projet a établi des Barazas dans neuf villages en 2010 pour permettre la résolution des conflits locaux par le biais de processus participatifs de dialogue, de médiation et de réconciliation. Les Barazas sont des tribunaux de paix qui ont été mis en place pour compléter les institutions judiciaires nationales : ils ont été créés en collaboration avec le système judiciaire de l'État, plutôt qu'en opposition à celui-ci. Cette démarche s'inscrit dans le cadre de l'équilibre entre les solutions de sécurité et de justice axées sur l'État et celles axées sur les personnes. Offrant un processus moins

formel et plus local, les Barazas s'appuient sur des structures traditionnelles préexistantes et permettent aux communautés de « traiter légitimement les très nombreux conflits communautaires non résolus que les institutions étatiques n'atteignent pas ou pour lesquels elles sont perçues comme moins pertinentes. »⁸⁷ Certains OPJ ont exprimé des réticences à l'égard du processus, en réponse à quoi le FOCHI a mis en place des mécanismes de coordination pour garantir le partage de l'information et le transfert efficace des cas pertinents vers le processus formel.

Chaque Baraza est composé de quatre groupes distincts, dont un comité principal de 5 personnes, un groupe de jeunes et un groupe de femmes, chacun comptant environ dix membres, et un groupe général d'environ 100 membres des Baraza issus des communautés. La sélection des rôles est démocratique et définie lors des réunions communautaires. Le processus dans les Barazas est lancé lorsqu'un membre de la communauté soumet un problème survenu dans le village au comité principal du tribunal de paix. Il est possible de partager des histoires, d'établir des faits et de délibérer ensemble avant de parvenir à une décision – qui peut inclure des excuses privées ou publiques, des engagements professionnels, de l'argent et d'autres solutions non violentes. Une fois la décision acceptée par toutes les parties, une cérémonie est organisée à l'échelle de la communauté pour annoncer le contenu de la résolution convenue. Si l'une des parties ne l'accepte pas, l'affaire est portée devant un magistrat du gouvernement et un avocat payé par le FOCHI représente la partie devant le tribunal local.

L'équipe du projet a soutenu les rassemblements communautaires et les sessions des tribunaux de paix, a payé les frais de transport et de communication du personnel et des bénévoles, a assuré la formation et le renforcement des capacités des membres du Baraza et a mené des actions de sensibilisation par le biais de programmes radiophoniques, de bulletins mensuels et de séances de théâtre. Plus précisément, le personnel du FOCHI a dispensé une formation semestrielle à la médiation et aux techniques de résolution des conflits, a suivi en

permanence le travail des tribunaux de paix, a facilité la création d'un tribunal exclusivement féminin en réponse au faible nombre d'affaires sexistes portées devant le tribunal de paix général et a veillé à la prise en compte de la dimension de genre tout au long du projet, a soutenu l'implication et la réintégration des ex-combattants, a mené des actions de sensibilisation.

Sur la base des trois années précédant l'évaluation du projet, les tribunaux de paix ont résolu avec succès plus de 1 500 cas, bénéficiant directement à plus de 3 000 personnes et affectant indirectement 15 000 autres. Les conflits ont été résolus assez rapidement, avec une moyenne de 2 à 3 semaines par cas. Ces faits ont permis de conclure que le projet avait une « influence stabilisatrice immédiate sur les communautés [et] constituait un outil efficace pour la prévention des conflits futurs. »⁸⁸ Le taux de réussite des Barazas dans la résolution des conflits était très élevé, même lorsqu'il s'agissait d'affaires très diverses – des vols aux conflits fonciers et à la violence domestique. Un grand nombre de cas concernaient le retour de personnes qui avaient rejoint des groupes armés, souvent à la suite d'un conflit non résolu dans leur communauté d'origine. Les Barazas ont pu jouer un rôle de médiateur dans la résolution de ces conflits, coordonner avec les FDS les aspects formels du RSS, tels que la remise des armes aux forces armées de la RDC, et soutenir la réintégration des ex-combattants. Barazas a également travaillé avec les acteurs officiels de la sécurité et de la justice sur le partage d'informations et les initiatives de prévention autour des cas d'abus commis par les membres des FDS.

La majorité des témoignages font référence à la diminution des conflits et de la violence et au fait qu'ils se sentent plus en sécurité. En outre, les participants ont souligné l'amélioration de la collaboration entre les hommes et les femmes, les civils et les ex-combattants, les communautés et les autorités. Au moment de l'évaluation, 526 participants étaient impliqués dans des projets de développement communautaire, ce qui a été considéré comme « impressionnant et démonstratif de communautés actives et mobilisées travaillant à

l'amélioration des infrastructures et des services publics. »⁸⁹ Les projets, axés sur l'agriculture, le sport, la réhabilitation des routes et autres, étaient souvent le résultat d'une décision du tribunal de paix. Dans l'ensemble, les évaluateurs ont conclu que le projet Baraza avait eu un large impact positif en « réduisant la violence et en renforçant la collaboration, la confiance et l'autonomie – non seulement au sein des communautés elles-mêmes, mais aussi entre les communautés, les dirigeants et les autorités locales, et entre les communautés et les ex-combattants rebelles locaux. »⁹⁰

Ce projet a été mis en œuvre dans des communautés qui avaient été impliquées avec d'autres ONG par le passé. Cependant, son niveau de mobilisation et de participation a dépassé les efforts précédents en raison de sa forte dépendance à l'égard des processus menés par les communautés. FOCHI anticipe à ce que les changements positifs soient durables : malgré les problèmes persistants dans l'Est de la RDC, la résolution non violente des conflits par les communautés de Baraza a jeté les bases de « poches de paix » durables. À la fin du projet, les communautés ont continué à s'engager dans leurs propres initiatives de paix et les Barazas ont cherché à étendre leur portée à d'autres communautés indépendamment du FOCHI. En outre, les magistrats ont renvoyé des affaires au Baraza et ont assuré la formation des tribunaux féminins. Les tribunaux de paix comblent ainsi des lacunes et rendent la justice plus accessible. Le succès des Barazas est particulièrement

important si l'on considère leurs coûts – prouvant que l'on peut faire plus avec moins. Le budget annuel du projet était de 18 000 dollars. Compte tenu du nombre moyen d'affaires traitées par les tribunaux de paix, le coût total par affaire a été calculé à 27 dollars. Les tribunaux mobiles alternatifs soutenus par les agences internationales, par exemple, ont eu des coûts d'environ 3 000 à 4 000 dollars par affaire. Selon l'évaluateur, un montant estimé à 500 000 dollars serait suffisant pour étendre le modèle à l'ensemble du territoire du Sud-Kivu.⁹¹ Cela démontre que l'efficacité des interventions de SCP ne dépend pas toujours de budgets extrêmement importants. Par ailleurs, cela ouvre la voie à l'extension d'initiatives déjà validées telles que les tribunaux de Baraza. Peace Direct a obtenu un financement pour continuer à travailler avec FOCHI lors de la rédaction du rapport - un signe positif de soutien continu qui permet également à l'équipe de s'adapter et d'apprendre des itérations précédentes. Par exemple, la FOCHI débutait des expérimentations avec des clubs de radio comme moyen de diffusion et de renforcement de la visibilité des Barazas, en augmentant le « partage des connaissances entre les communautés pour les stratégies de résolution des conflits. »⁹² Malgré les défis posés par le travail dans un environnement aussi instable, l'augmentation du nombre de « poches de paix » suggère un impact progressif dans la région et pourrait peut-être influencer positivement les décisions prises aux niveaux régional et national.



Notes de fin

1. Schirch, Lisa ed. (2016). Handbook on Human Security: A Civil-Military-Police Curriculum. Alliance for Peacebuilding, GPPAC, Kroc Institute, p. 7.
 2. Ibid., p. 6.
 3. Sedra, M. (2022). A People-Centered Approach to Security. Seeking conceptual clarity to guide UN policy development. United Nations Development Programme, pp. 7-8. Le rapport du PNUD sur le développement humain de 1994 a mis en avant le concept de sécurité humaine en identifiant sept domaines de menace pour le bien-être humain qui établissent un lien clair entre sécurité et développement : sécurité économique, alimentaire, sanitaire, environnementale, personnelle (physique), communautaire et politique.
 4. Ibid.
 5. Dazin, E.; Piccolo, P. & Moschini, M. (2023). People-centred Approach to Security Sector Governance and Reform. Geneva Centre for Security Sector Governance, p. 7.
 6. Sedra, M. (2022). A People-Centered Approach to Security, p. 6.
 7. Tout au long du rapport, les exemples figurant dans les encadrés bleus à la fin de chaque thème central sont liés aux considérations formulées dans les points axés sur les solutions et cherchent à refléter (certaines) des suggestions qui y sont faites. L'annexe contient également des études de cas avec des exemples pratiques plus détaillés d'interventions SCP pertinentes menées par la société civile.
 8. Dazin et al. (2023). People-centred Approach to Security Sector Governance and Reform, pp. 30-31.
 9. Chappuis, F. (2023). Hybrid Security: Challenges and Opportunities for Security Sector Reform. Geneva Centre for Security Sector Governance. Il s'agit de "rendre la fourniture, le contrôle et la gestion de la sécurité plus efficaces et plus responsables, dans un cadre de contrôle civil démocratique, d'État de droit et de respect des droits de l'homme". Geneva Centre for Security Sector Governance (2019). SSR Backgrounder Series, p. 1.
 10. Shepherd, B. & Mugula, P. (2018). The Missing Piece in Security Sector Reform. Lessons from the Democratic Republic of Congo. Search for Common Ground, p. 19.
 11. Sedra, M. (2022). A People-Centred Approach to Security, p. 26.
 12. Ibid.
 13. United Nations (2015). Report of the High-Level Independent Panel on Peace Operations on Uniting Our Strengths for Peace: Politics, Partnership and People. New York: United Nations, pp. 39, 66.
 14. Geneva Centre for Security Sector Governance (2023). Security Sector Governance in Transition: Civilian Oversight of the Security Sector. Sudan Policy Paper Two, p. 3.
 15. Nonviolent Peaceforce (2023). Localising Protection? Community-based strategies and leadership in the protection of civilians, pp. 1-2. Cf. "Unarmed Civilian Protection" sur la plateforme Connexus.
 16. Women and Children Legal Research Foundation (unpublished report). Just Future – Achievement Case 2021.
 17. Nonviolent Peaceforce (2023). Localising Protection? Community-based strategies and leadership in the protection of civilians.
 18. Mottet, C & Inkesha, A. (2022). Improving our understanding of the role of defence and security forces (DSF) in the prevention of violent extremism (PVE) in West Africa. Geneva Centre for Security Sector Governance, pp. 72-73.
 19. Sedra, M. (2022). A People-Centered Approach to Security, pp. 22-23.
 20. Cf. Schirch, L. (2016). Handbook on Human Security: A Civil-Military-Police Curriculum.
 21. Nonviolent Peaceforce (2021). Moving Forward the Mainstreaming of Women, Peace and Security. in the ASEAN, pp. 2-3.
 22. Dazin et al. (2023). People-centred Approach to Security Sector Governance and Reform, p. 9.
 23. Dounda, T. & Lewa, M. (2021). Evaluation Finale. Projet : « STD061 Anw Ko Hêrê ». Search for Common Ground.
 24. Cf. Nonviolent Peaceforce (2022). Protection to guarantee girls' education How NP's patrols enabled safe access to education in Ba'aj, Iraq. Policy Brief.
 25. SaferWorld (2021). Community policing in Central Asia. Lessons and experiences from Kyrgyzstan, Tajikistan and Uzbekistan, p. 3.
 26. Chappuis F. (2023). Hybrid Security: Challenges and Opportunities for Security Sector Reform.
 27. Bagayoko, N., Hutchful, E., & Luckham, R., (2016) Hybrid security governance in Africa: rethinking the foundations of security, justice and legitimate public authority. Conflict, Security & Development, 16(1), p. 13.
 28. Sedra, M. (2022). A People-Centered Approach to Security, p. 31.
-

29. Citation d'un praticien interrogé dans le cadre de ce rapport. Inversement, un participant à la session de validation a noté que des membres d'OSC « ont parfois été arrêtés parce qu'ils étaient considérés comme des collaborateurs d'autres acteurs. »
 30. Par exemple, lorsque les forces de sécurité sont impliquées dans des abus, un bailleur qui les a soutenues par le biais d'initiatives de formation et d'équipement s'expose à des critiques : « la fourniture d'équipements, d'armes ou de formations opérationnelles pose des risques potentiels de réputation pour les bailleurs de fonds qui ne veulent pas voir leur soutien mal utilisé. » Sheperd, B. & Mugula, P., (2018). *The Missing Piece in Security Sector Reform*, p. 15.
 31. Ibrahim, J. & Bala, S. (2018). *Civilian-Led Governance and Security in Nigeria After Boko Haram*. United States Institute for Peace, pp. 5-6. Dans l'ensemble, il n'est pas rare de voir des groupes armés étatiques et non étatiques participer à la fois à l'activité criminelle et à sa répression. Cf. Chappuis, F. (2023). *Hybrid Security: Challenges and Opportunities for Security Sector Reform*.
 32. SaferWorld (2021). *A people-centred approach to security and justice*, p. 8.
 33. Chappuis, F. (2023). *Hybrid Security: Challenges and Opportunities for Security Sector Reform*, pp. 7-10. Voir aussi les *Voluntary Principles on Security and Human Rights*.
 34. Dazin et al. (2023). *People-centred Approach to Security Sector Governance and Reform*, p. 11.
 35. Bagayoko et al. (2016). *Hybrid security governance in Africa*, p. 16.
 36. SaferWorld (2021). *Community policing in Central Asia*, p. 2.
 37. *Ibid.*, p. 64.
 38. Mottet, C. & Inkesha A. (2022). *Improving our understanding of the role of defence and security forces (DSF) in the prevention of violent extremism (PVE) in West Africa*.
 39. Lammers, E., & van Lierde, F. (2023). *Advocating for inclusive security in Mali "Top-down approaches have failed. It's high time to turn things around."*
 40. SaferWorld (2021) *Community policing in Central Asia*.
 41. Sheperd, B. & Mugula, P. (2018). *The Missing Piece in Security Sector Reform*, p. 18.
 42. Cf. Sedra, M. (2022). *A People-Centered Approach to Security*, p. 29.
 43. Sheperd, B. & Mugula, P. (2018). *The Missing Piece in Security Sector Reform*, p. 12.
 44. Par exemple, Pettigrew, T. F., & Tropp, L. R. (2006). *A Meta-Analytic Test of Intergroup Contact Theory*. *Journal of Personality and Social Psychology*, 90(5), 751-783.
 45. Sedra, M. (2022). *A People-Centered Approach to Security*, pp. 30-31.
 46. Kelman, H. C. (1998). *Social-psychological Contributions to Peacemaking and Peacebuilding in the Middle East*. *Applied Psychology: An International Review*, 47(1), p. 9.
 47. Matunde, C. (2022). *STAR: Strengthening Trust and Relationships between Community, Security, and Justice Sector Actors for Improved Security in Far North Cameroon Endline Evaluation Study in Mora*. *Search for Common Ground*, pp. 9-10.
 48. Cf. Sheperd, B. & Mugula, P. (2018). *The Missing Piece in Security Sector Reform*.
 49. Geneva Centre for Security Sector Governance (2023). *Civil Society, SDG 16, and Security Sector Governance: Promoting open government through strengthening access to information*. *Rapport d'atelier*.
 50. Cf. *Search for Common Ground* (2020). "Improving collaboration between security forces and communities in the Liptako Gourma region"; *Search for Common Ground* (2021). *Program "Interventions to Support Security and Stabilization in Niger (I3S Niger)"*, pp. 3-4; Dounda, T. & Lewa, M. (2021). *Evaluation Finale*. *Projet : « STD061 Anw Ko Hêrê »*, *Search for Common Ground*, pp. 9-10; *Africaid Conseils* (2023). *Évaluation finale du projet « Nedew Ashika ! Demain ensemble » - Unis pour la paix à Kidal*, *Search for Common Ground*, pp. 12-13.
 51. *Nonviolent Peaceforce* (2023). *Localising Protection?*, p. 4.
 52. Grandjean, L. & Muipatayi, P. (2020). *Evaluation Finale*. *Lobi Mokolo Ya Sika II A Dual Approach to Effective SSR*. *Search for Common Ground*, p. 40.
 53. Bärwaldt, K.. (2018). *Executive Summary*. In Bärwaldt, K (ed.) *Strategy, Jointness, Capacity. Institutional Requirements for Supporting Security Sector Reform*. *Friedrich-Ebert-Stiftung*.
 54. SaferWorld (2021). *A people-centred approach to security and justice. Recommendations for policy and programming*, p. 3. Lors de la session de validation, les participants ont noté la diminution de l'espace pour l'implication des OSC et la façon dont le secteur humanitaire tend à capter une plus grande partie du financement externe pour les contextes fragiles.
 55. *Ibid.*, p. 5.
 56. Dazin et al. (2023). *People-centred Approach to Security Sector Governance and Reform*, p. 14.
-

57. SaferWorld (2021). Community policing in Central Asia, p. 8.
 58. Sheperd, B. & Mugula, P. (2018). The Missing Piece in Security Sector Reform, pp. 9, 19.
 59. Bärwaldt, K. (2018). Executive Summary. In Bärwaldt, K (ed.) Strategy, Jointness, Capacity. Institutional Requirements for Supporting Security Sector Reform. Friedrich-Ebert-Stiftung.
 60. Dazin et al. (2023). People-centred Approach to Security Sector Governance and Reform, pp. 12-13.
 61. Ibid, pp. 43-44.
 62. Geneva Centre for Security Sector Governance (2023). Security Sector Governance in Transition: Civilian Oversight of the Security Sector. Sudan Policy Paper Two, p. 2.
 63. Search for Common Ground (2021). Program "Interventions to Support Security and Stabilization in Niger (I3S Niger)".
 64. Nazan Consulting (2023). Final Assessment - Project "Mu Gina Gobé" - Contributie to the stabilisation of border communes in the Tillabéri and Tahoua regions of Niger. Search for Common Ground, p. 8.
 65. Ibid., p. 57.
 66. Search for Common Ground (2023) Mu Gina Gobé. Building Tomorrow: Contributing to the stabilisation of border communities in the regions of Tillabéri and Tahoua, p. 3.
 67. Dazin et al. (2023). People-centred Approach to Security Sector Governance and Reform, p. 40.
 68. Ibid., p. 13.
 69. Chappuis, F. (2023). Hybrid Security: Challenges and Opportunities for Security Sector Reform, p. 33.
 70. Göransson, M. B. (2013). State building at the grassroots: Community-based approaches in conflict-affected states. Clingendael Institute, p. 4.
 71. Shepherd, B. & Mugula, P. (2018). The Missing Piece in Security Sector Reform, p. 15.
 72. Very, W; Auffred, H.; van Veen, E. & Chappuis, F. (2021). Towards Better Security Governance: Learning from the Road Travelled. An independent review of United Nations support to security sector reform in peace operations, 2014–2020. United Nations Peacekeeping.
 73. Dazin et al. (2023). People-centred Approach to Security Sector Governance and Reform, p. 16.
 74. Le projet a duré d'avril 2017 à septembre 2018 dans les régions de Tombouctou, Gao et Bamako
 75. Africa Research and Consulting for Development (2021). Evaluation participative du projet « Femmes, Défense et Sécurité. Participation des Femmes à la Réforme du secteur de la sécurité et au renforcement de la confiance entre populations et Forces de défense et de sécurité au Mali ». Interpeace, IMRAP, Peacebuilding Fund, p. 8.
 76. Ibid., p. 5.
 77. Ibid., p. 42.
 78. Ibid.
 79. Irakoze, K-A.; Rocchini, Y & Monzani, B. (2022). Final external evaluation of the "Tubiri Tuvurana Ubupfu: Strengthening Trust and Positive Relations Between Youth and Police in Burundi" project. Agency for Peacebuilding, p. 5.
 80. Ibid., p. 6.
 81. Ibid., p. 6.
 82. *Bodhi Global Analysis*; Strachan, A. L.; Moler, A & le Rey, L. (2021). Final Evaluation. Together for Security in South Kivu. Search for Common Ground.
 83. Ibid.
 84. Ibid.
 85. Alana Poole (2014). Baraza Justice. A Case Study of Community Led Resolution in D.R. Congo. Peace Direct, p. 14.
 86. Ibid, p. 6.
 87. Ibid, p. 10.
 88. Ibid, pp. 14-15.
 89. Ibid, p. 46.
 90. Ibid, p. 15.
 91. Ibid, cf. pp. 63-64.
 92. Ibid, p. 66.
-

